



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVACOGE - NOVACARB

La Madeleine
34 rue Gilbert Bize
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : 2025_0496
Code AIOT : 0006200297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement NOVACOGE - NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du constat de la détérioration des flexibles d'huile présents sur les turbines de cogénération et des actions mises en oeuvre par l'exploitant suite à ce constat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACOGE - NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy

- Code AIOT : 0006200297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVACARB SAS est autorisée à exploiter sur le site de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY une centrale de cogénération au gaz naturel réglementée par l'arrêté préfectoral 1998-425 du 23 novembre 1998 modifié. À ce titre, elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 1 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2020, article 10.1	Sans objet
3	Sols et eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2020, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au constat de la défaillance des flexibles d'huile sur les turbines, l'exploitant a pris en considération ce risque et a déroulé les investigations et études nécessaires. Celles-ci devront être intégrées dans l'étude de dangers en cours de révision.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 1 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des dangers
Prescription contrôlée : Article 1 (partiel) de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation : [...] Ces études de dangers portent sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients. [...]
Constats :

<p>En juin 2024, les défaillances des installations des sites NOVACARB et NOVAWOOD auraient nécessité la mise en service de l'installation de cogénération NOVACOGÉ. Seulement, les deux turbines à gaz de la cogénération étaient à l'arrêt pour une raison de sécurité liée à la détérioration des flexibles d'huiles HP 350 bars ainsi qu'une des chaudières de secours Gaz mode AA pour des problèmes de détecteurs de Gaz. De ce fait pour assurer le fonctionnement au minimum technique du site NOVACARB, il a été impératif d'utiliser la deuxième chaudière gaz en secours de NOVACOGÉ.</p> <p>Les flexibles en question n'étaient pas présents au sein de l'étude de dangers. Néanmoins, l'exploitant a réalisé une étude des risques systémiques (méthode HAZOP) visant à déterminer les problèmes potentiels dus à ces flexibles et a abouti, dans un premier temps, à la mise en place de capots de protection au dessus des flexibles. A la suite de cela, l'exploitant a réalisé une étude des modes de défaillance afin d'élaborer un plan de maintenance préventive des équipements.</p> <p>L'ensemble de ces études devra être intégré dans l'étude des dangers en cours de mise à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le plan de maintenance préventif finalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2020, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les valeurs limites d'émission sont définies ci-après : 10-1 En concentration maximale en mg/Nm3 Mode TS RS AA Taux d'O2 15 % 3 % Oxyde de soufre (exprimés en équivalent SO2) 10 mg/Nm3 35 mg/Nm3 Oxyde d'azote (exprimés en équivalent NO2) 50 mg/Nm3 75 mg/Nm3 100 mg/Nm3 Poussières 10 mg/Nm3 5 mg/Nm3 Monoxyde de carbone (CO) 85 mg/Nm3 100 mg/Nm3 HAP 0,1 mg/Nm3 Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés exprimé en (Cd+Hg+Te) 0,1 mg/Nm3 Cadmium (Cd) 0,05 mg/Nm3 Mercure (Hg) 0,05 mg/Nm3 Thallium (Ti) 0,05 mg/Nm3 Arsenic (As), selenium (Se), tellure (Te) et leurs composés exprimé en (As+Se+Te) 1 mg/Nm3 Plomb (Pb) et ses composés exprimé en Pb 1 mg/Nm3 Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés 5 mg/Nm3 10 mg/Nm3 Pour le mode PC, les valeurs limites d'émission sont obtenues sur la base de la formule suivante : $VLEPC(i) = \{VLEAA(i) \cdot PRS(i) + VLEAA(i) \cdot PAA(i)\} / (PRS(i) + PAA(i))$ Où : VLEPC (i), VLEAA(i) et VLEAA(i) sont respectivement les valeurs limites relatif au paramètre « i » pour les modes PC, RS et AA. PRS(i) et PAA(i) sont respectivement les puissances thermiques fournies par la turbine et la chaudière. Le taux d'O2 à prendre compte pour le mode PC est obtenu sur la base de la formule ci-dessus en remplaçant les VLE par les taux d'O2 de référence pour chaque mode.</p>

Constats :

L'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ses émissions atmosphériques.

Les résultats sont transmis trimestriellement à l'inspection. En ce qui concerne l'année 2024, un dépassement en NOx a eu lieu lors du fonctionnement de la chaudière en mode air ambiant. Ce fonctionnement a dû être mis en place suite au constat de défaillance des flexibles des turbines de cogénération (cf. constat 1). L'exploitant avait immédiatement informé l'inspection de ce fonctionnement en mode dégradé, mais nécessaire pour garantir le fonctionnement des installations du site NOVACARB au minimum technique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sols et eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2020, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant propose au Préfet, dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines au droit et autour du site de l'unité de cogénération, précisant les paramètres à mesurer dans ces milieux, les points de prélèvements retenus et la fréquence des mesures (prélèvements et analyses) suivie. Ce programme de surveillance : • a pour périmètre les installations visées au R. 515-58 du code de l'environnement ; • est proposé, a minima, sur la base d'une étude historique et d'une étude hydrogéologique ; • prend en compte, a minima, les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base remis avec le dossier de réexamen ainsi que l'historique de la surveillance déjà réalisée le cas échéant ; • est basé sur une fréquence de surveillance qui ne pourra être inférieure à cinq ans pour les eaux souterraines et à dix ans pour les sols ; • est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ; • comprendra au moins trois points de surveillance qui seront mis en place sur la base d'une étude hydrogéologique. La surveillance des sols et des eaux souterraines est mise en place et s'exerce, dans le délai maximal de 3 mois à compter de la réception de l'avis de l'autorité administrative, Préfet et/ou inspections des installations classées, et au plus tard dans le délai maximal de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a remis un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines en mai 2021. Sur la base d'une étude hydrogéologique du secteur et du rapport de base de l'installation relevant de la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), le programme de surveillance propose une surveillance décennale des sols sur 6 sondages sur les paramètres identifiés lors de la réalisation du rapport de base et aucune surveillance des eaux souterraines, au vu de l'absence de nappe au droit du site.

Ce programme de surveillance fera l'objet ultérieurement d'un rapport d'analyse de l'inspection et d'un acte de l'autorité administrative.

Type de suites proposées : Sans suite